

ASSOCIATION POUR LE SOUVENIR DU CAMP DE RIEUCROS

DISCOURS 16 JUILLET 2018

M. Le préfet de Lozère, Mesdames et Messieurs les autorités civiles et militaires, mesdames et messieurs les élus.

Je voulais tout d'abord saluer, au nom de l'association, la présence parmi nous de Pierre et Eliane Bettini, la fille d'Arlette et son mari. J'aimerais profiter de ce moment pour leur dire à quel point la présence d'Arlette et d'Angelita à nos côtés dans l'association tout au long de ces années a été précieuse. C'est leur présence accompagnée de leur détermination et de leur gentillesse qui nous a toujours encouragées à nous battre pour la sauvegarde de la mémoire de ce camp. Je salue également René Bernard, fille de Perla Blum internée au camp. Tous ces fils et filles d'internés dont la présence donne vie au fil de la mémoire.

Il y a 76 ans, jour pour jour, le 16 juillet 1942, la sinistre rafle du Vel d'Hiv avait commencé : le lendemain, au terme de cette opération, la police française aura arrêté 13 152 Juifs de la région parisienne dont 4 115 enfants. Le choix de cette date pour commémorer les persécutions racistes et antisémites commises sous l'autorité de fait dite " gouvernement de l'État français " (1940-1944) a entre autres mérites celui de ne plus passer sous silence la participation d'autorités françaises à des événements que la République réprouve.



Mais aussi il y a 80 ans, jour pour jour, le 16 juillet 1938, s'achevait la conférence d'Evian. Organisée à l'initiative du gouvernement des Etats-Unis, elle s'était ouverte dix jours auparavant, réunissant des délégations de 32 pays. Son objectif était de trouver une réponse internationale pour des milliers de juifs originaires d'Allemagne et d'Autriche fuyant le nazisme.

En effet, la création du « Grand Reich » par l'annexion de l'Autriche le 10 avril 1938 avait précipité les 200 000 Juifs autrichiens sous la législation raciale de l'Allemagne nazie, poussant encore davantage de monde sur les chemins de l'exil. Face à cet afflux de migrants demandant asile, les Etats-unis proposent que le plus grand

nombre de pays puissent y prendre leur part.

A Evian, les Etats aux législations antisémites, l'Allemagne, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, n'ont pas été invités. Par solidarité, l'Italie de Mussolini a décliné l'invitation ; l'URSS ne participe pas non plus. Vingt Etats d'Amérique, neuf européens et trois du Commonwealth sont présents, mais la plupart expriment des réticences à l'accueil des Juifs :

- Les britanniques considèrent que « la Grande-Bretagne n'est pas par tradition une terre d'immigration. De plus elle est une nation industrialisée mais souffre du chômage ». Enfin ils ne veulent pas ouvrir les portes de la Palestine de peur de la réaction des Musulmans.

- La France ne veut pas ouvrir les portes de l'Afrique du Nord pour les mêmes raisons et par peur d'installer une cinquième colonne.
- La Suisse, depuis l'Anschluss a réintroduit les visas obligatoires et refuse d'en augmenter le nombre.
- L'Australie dit ne pas souhaiter importer un problème racial en ouvrant son pays aux réfugiés juifs.
- Le représentant du Canada dit exactement ceci « Notre pays n'est pas assez grand pour accueillir tous les juifs d'Europe. A la question d'un journaliste lui demandant combien pourrait être accepter ? il répond : « Un seul serait déjà trop »
- Les pays d'Amérique latine disent vouloir protéger leurs travailleurs nationaux.

D'autres motifs sont évoqués : on en peut accueillir une population privée de ressources ; on doit pouvoir déterminer parmi eux ceux qu'on considère comme « indésirables » ; comment régler ce problème sans ajouter aux tensions qui pourraient mener vers un nouveau conflit mondial ? Des ONG juives et des associations humanitaires (une quarantaine) sont présentes mais elles ne seront entendues qu'en sous-commission et n'auront aucun poids du fait de leur division. Elles sont

Ironie, seule la dictature dominicaine propose l'accueil de 10 000 juifs en échange de subventions. Elle souhaite rééquilibrer sa population vers une composante blanche. La proposition est jugée peu crédible après le massacre perpétré contre 20 000 Haïtiens.

Pire encore : Hitler pourra se moquer de ces Etats qui critiquent son antisémitisme mais qui refusent d'accueillir des juifs, comme si ceux-ci leur posaient problème, donnant ainsi du crédit à ses théories raciales...

Aussi le 16 juillet 1938 la conférence d'Evian se clôt sur un échec, la résolution finale laissant à chaque Etat décider de sa politique d'accueil ou non des réfugiés.

Ici, le camp de Rieucros a été l'une des réponses des autorités françaises à cette crise migratoire, réponse répressive et injuste : il s'agissait d'y rassembler les étrangers dits « indésirables », c'est-à-dire en attente de leur expulsion. Plusieurs dizaines de femmes juives s'y retrouvent prises au piège – une liste issue des archives (7 W 201) donne le nombre de 68 en août 1942. Ici encore, elles se débattent pour trouver le moyen de sortir cette souricière :



s'évader, obtenir un visa, pour le Mexique, l'URSS ou ailleurs, être transférées ailleurs pour raisons de santé... Mais face à l'hostilité ou les réticences des Etats, bien peu échapperont au terrible destin promis par les nazis.

A Evian, il y a 80 ans, les Etats démocratiques avaient échoué à trouver une réponse commune à la crise des réfugiés ; ils n'avaient pas réussi à dépasser les égoïsmes nationaux, pas pu créer une solidarité internationale, pas su voir l'ampleur du drame qui se jouait devant eux. Aussi, lorsque peu après les nazis mirent en œuvre leur politique d'extermination, c'est bien sur des solidarités individuelles et non l'aide des Etats que des Juifs européens purent compter pour, parfois, échapper à la mort.

Puissent les Etats et les peuples européens ne jamais oublier les conséquences des replis nationaux, et ne plus jamais renoncer aux valeurs d'humanisme, de solidarité et de tolérance, indispensables fondements d'une paix durable.